

À Paris 13 décembre 2023

AGIR POUR TOUS

SERVICE DE PRESSE

Julien Morcrette Secrétaire national

Guillemette Favreau et Elisabeth Mortreux Secrétaires fédérales

CºMMUNIQUÉ DE PRESSE

AGENTS DES FORCES DE SÉCURITÉ

Organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 : de trop nombreuses inconnues !

Les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 vont accueillir 14 millions de visiteurs du 26 juillet au 11 août et du 28 août au 08 septembre. Ils nécessiteront une organisation des services de l'État à la hauteur des enjeux en termes de service public.

L'ensemble des services du ministère de l'Intérieur sera mobilisé, que ce soient les services de la police et de la gendarmerie nationales ou les services centraux et les préfectures. Ces Jeux Olympiques de Paris 2024 représentent une gageure sécuritaire. Déjà lors de la candidature portée par la France pour leur organisation, nombreux sont les fonctionnaires du ministère de l'Intérieur à s'être montrés perplexes quant à la pertinence d'une telle démarche. En effet, le risque terroriste était déjà prégnant et il est aujourd'hui démultiplié par les attaques terroristes du Hamas et la riposte israélienne. Le choix d'une cérémonie d'ouverture sur la Seine vient complexifier considérablement la sécurisation de cet événement.

Pour la fédération Interco CFDT, la réussite sécuritaire de ces JO ne relèvera pas tant de la masse de femmes et d'hommes mobilisés que de la coordination entre ces derniers, qu'ils soient issus des différents services de l'État, des collectivités territoriales (SDIS, police municipale) et les salariés, notamment de la sécurité privée. Mais au regard des difficultés et du contexte évoqués supra, le ministère de l'Intérieur convoquera vraisemblablement le principe de précaution et envisagera la mobilisation massive d'agents.

Interco CFDT manifeste une nouvelle fois sa préoccupation au sujet de l'état moral des agents de la police nationale et de la gendarmerie nationale mais aussi des préfectures au sein desquelles des suicides ont été à déplorer, notamment dans les secrétariats généraux communs. Les agents des forces de sécurité sont émoussés par les différents événements subis par le pays depuis 2015, par l'organisation de diverses manifestations, commémorations et compétitions sportives. Dans ce contexte, pour la fédération Interco CFDT, il n'est pas tolérable qu'à ce jour les agents soient laissés dans l'expectative quant aux projections et besoins en termes de mobilisation des services. En dehors de bruits de couloirs plus ou moins convergents, l'impact exact sur l'organisation du travail, sur les congés des personnels, sur l'organisation de leur vie personnelle et familiale reste à ce stade inconnu!

La fédération Interco CFDT dénonce un dialogue social pour le moins minimaliste et désorganisé, n'apportant aucune réponse aux nombreuses questions qu'elle a posées, ne se sentant pas suffisamment associée à l'organisation concrète des JO. Les représentants du personnel demeurent dans l'attente d'un protocole annoncé mais toujours au point mort. Sur ce plan, Interco CFDT se montrera particulièrement vigilante sur les compensations qui seront proposées aux agents. Elles devront être à la hauteur des sacrifices importants qui leur seront demandés et aucun écart de montant avec celles qui seront offertes à d'autres agents publics ne sera toléré.

Les conditions d'hébergement et les solutions de garde d'enfants pour les agents de l'Intérieur devront être décentes. Or, là encore, tout reste flou autour de ces sujets ô combien primordiaux pour permettre aux agents d'absorber les désagréments d'une mobilisation à un moment où ils aspirent à un peu de repos en famille. Au vu de l'importance prévisible du dispositif à déployer sur ces deux plans et afin de combler les carences, une coordination efficace du ministère de l'Intérieur avec les collectivités territoriales devrait être anticipée dès maintenant.

La fédération Interco CFDT regrette que le plan de circulation mis en œuvre conjointement par la préfecture de police et la mairie de Paris n'ait pas été communiqué aux agents qui l'ont découvert dans la presse alors même qu'ils sont les premiers concernés par son impact. Dans ce contexte et parce que c'est l'intérêt des visiteurs, des usagers des transports, des fonctionnaires, la fédération Interco CFDT demande au ministère de l'Intérieur de mettre rapidement un terme à cette situation kafkaïenne en mettant en œuvre un dialogue social de qualité et en communiquant aux agents les mesures qui en découleront.

INTERCO.CFDT.FR

La fédération Interco regroupe l'ensemble des organisations syndicales CFDT de la fonction publique territoriale, des services publics concédés, des offices publics de l'habitat, des ministères de l'Intérieur, de la Justice, des Solidarités et de la Santé, de l'Europe et des Affaires étrangères. Elle fédère 108 syndicats totalisant 72 000 adhérents.